



# Martin Maurel Haut Rendement 2020

Fonds Commun de Placement

Prospectus

Mis à jour le 27 mai 2019



OPCVM relevant de la  
Directive européenne  
2009/65/CE

## MARTIN MAUREL HAUT RENDEMENT 2020

### I – Caractéristiques générales

- **Dénomination** : MARTIN MAUREL HAUT RENDEMENT 2020
- **Forme juridique** : FCP de droit français
- **Date de création et durée d'existence prévue** : OPCVM créé le 13 mars 2015 pour une durée allant jusqu'au 30 juin 2020.
- **Synthèse de l'offre de gestion** :

Catégorie de part	Code ISIN	Souscripteurs concernés	Affectation des sommes distribuables	Devises de libellé	Valeur initiale de la part	Souscription initiale minimale	Souscription ultérieure minimale
I	FR0012146413	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux Institutionnels	Capitalisation	Euro	100.000 €	1.000.000 €	1 part
P	FR0012146421	Tous souscripteurs	Capitalisation	Euro	1 000 €	1 part	1/1 000 <sup>ème</sup> part
A	FR0012146439	Tous souscripteurs	Capitalisation	Euro	10.000 €	1 part	1/1 000 <sup>ème</sup> part

➤ **Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :**

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Rothschild & Co Asset Management Europe  
Service Commercial  
29 avenue de Messine  
75008 Paris

Ces documents sont également disponibles sur le site [www.am.eu.rothschildandco.com](http://www.am.eu.rothschildandco.com)

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès du service commercial de la société de gestion (tel : 01 40 74 40 84) ou par e-mail à l'adresse suivante :  
clientserviceteam@rothschildandco.com

### II – Acteurs

➤ **Société de gestion :**

Rothschild & Co Asset Management Europe  
Société en commandite simple  
Siège social : 29 avenue de Messine – 75008 PARIS

Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers le 6 juin 2017 sous le numéro GP 17000014

➤ **Dépositaire et conservateurs, établissement en charge de la centralisation des ordres de souscription et rachat par délégation de la société de gestion et établissement en charge de la tenue des registres des parts ou actions:**

Rothschild Martin Maurel

Société en commandite simple

Siège social : 29 avenue de Messine – 75008 PARIS

Établissement de crédit agréé par l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution)

Description des missions du dépositaire :



Conformément à la réglementation, le dépositaire exerce les missions de garde des actifs, de suivi des flux de liquidités des OPCVM, et de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion.

Le dépositaire est également en charge de la centralisation des ordres de souscription et rachat ainsi que de la tenue des registres des parts de l'OPCVM.

L'objectif premier du dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs de l'OPCVM.

Encadrement et gestion des conflits d'intérêt potentiels :

Rothschild Martin Maurel et Rothschild & Co Asset Management Europe appartiennent au même Groupe, Rothschild & Co.

Elles ont pris toutes les mesures raisonnables pour prévenir et détecter les situations de conflits d'intérêts et empêcher qu'elles ne portent atteinte aux intérêts des porteurs de parts.

Délégués :

Le dépositaire a délégué la fonction de conservation des titres financiers étrangers au Conservateur The Bank of New York Mellon SA/NV (Belgique).

La liste des entités auxquelles Bank Of New York Mellon SA/NV (Belgique) a recours dans le cadre de la délégation des fonctions de garde, et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site [www.rothschildandco.com/fr/wealth-management/rothschild-martin-maurel/informations-bancaires/](http://www.rothschildandco.com/fr/wealth-management/rothschild-martin-maurel/informations-bancaires/).

Des informations actualisées seront mises à disposition des porteurs de parts gratuitement, sur simple demande écrite.

➤ **Commissaires aux comptes :**

Cabinet Patricia CHATEL - Domaine Saint François d'Assises 7, Les Courlis - 78170 LA CELLE SAINT CLOUD.

➤ **Commercialisateur :**

Rothschild & Co Asset Management Europe

L'OPCVM étant admis en Euroclear France, ses parts peuvent être souscrites ou rachetées auprès d'intermédiaires financiers qui ne sont pas connus de la société de gestion.

➤ **Délégués :**

La gestion comptable a été déléguée auprès de :

CACEIS FUND ADMINISTRATION

Siège social : 1-3 place Valhubert – 75013 PARIS

➤ **Conseiller :**

Néant

## III – Modalités de fonctionnement et de gestion

### III-1 Caractéristiques générales :

➤ **Caractéristiques des parts ou actions :**

Nature du droit attaché à la catégorie de part : Chaque part donne droit, dans la copropriété de l'actif et dans le partage des résultats, à une part proportionnelle à la fraction d'actif qu'elle représente.

Modalités de tenue du passif : La tenue du passif est assurée par la Rothschild Martin Maurel.

L'admission des parts est effectuée en Euroclear France.

Droits de vote : Aucun droit de vote n'est attaché aux parts. Les décisions de vote sont prises par la société de gestion. Le document présentant les conditions dans lesquelles la société de gestion exerce ses droits de vote peut être consulté au siège de la société de gestion ou demandé par courrier à l'adresse de celle-ci.

Forme des parts : Au porteur

Décimalisation des parts : Les parts I sont tenues en part entière. Les parts A et P peuvent être fractionnées en millièmes dénommés fractions de part.

➤ **Clôture de l'exercice** : Dernier jour de bourse du mois de décembre.



La clôture de l'exercice peut être établie sur une valeur liquidative dite "estimative" si le dernier jour de bourse du mois de décembre ne correspond pas à un vendredi. Dans ce cas, aucun rachat ni souscription ne sera réalisé sur cette valeur liquidative. Le calcul des performances s'effectue sur cette valeur.

➤ **Indications sur le régime fiscal :**

Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPCVM est celui du pays de résidence du porteur de parts, suivant les règles appropriées à sa situation (personne physique, personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés, résidence fiscale...). L'investisseur doit s'assurer de sa situation fiscale auprès d'un conseiller ou d'un professionnel. Cet OPCVM peut servir d'unité de compte à des contrats d'assurance-vie.

**III-2 Dispositions particulières**

➤ **Code ISIN :** Part I : FR0012146413  
Part P : FR0012146421  
Part A : FR0012146439

➤ **Classification :** Obligations et autres titres de créances libellés en euro

➤ **Objectif de gestion :**

Obtenir une performance annualisée nette de frais de gestion de 3 % sur la Part I, 2,75 % sur la part A et de 2,5 % sur la part P, pour une détention de l'origine au 30 juin 2020.

Cet objectif n'est pas garanti. En fonction des conditions de marché au lancement, le gérant s'attachera à investir l'OPCVM dans un portefeuille obligataire dont le rendement actuariel à l'achat est supérieur à 3,5 %.

**Cet objectif pourra ne pas être atteint en cas de défaut d'un émetteur ou si les réinvestissements ultérieurs ne peuvent se faire à un rendement supérieur à 3,5 %.**

Cet objectif est fondé sur la réalisation d'hypothèses de marché arrêtées par la société de gestion et ne constitue pas une promesse de rendement ou de performance de l'OPCVM.

➤ **Indicateur de référence :**

Aucun indicateur de référence n'est défini. L'OPCVM ayant pour objectif une performance annualisée nette de frais de gestion de 3 %, 2,75 % et 2,5 % respectivement pour les parts I, A et P sur la durée de vie de l'OPCVM, il ne sera pas géré en fonction d'un indicateur de référence qui pourrait induire une mauvaise compréhension de la part de l'investisseur.

➤ **Stratégie d'investissement :**

*a) Stratégies utilisées :*

L'OPCVM a une stratégie de portage qui consiste à investir dans des obligations et autres titres de créances et à les détenir jusqu'à leur échéance ("buy and hold").

Il s'agit des titres libellés en euros émis par des sociétés du secteur privé ayant, pour au moins 90 % d'entre elles, leur siège dans un pays de l'OCDE. L'OPCVM ne présente donc pas de risque de change. Il n'est pas soumis à une contrainte d'allocation géographique à l'intérieur de l'OCDE. La gestion vise à bénéficier des taux des obligations à "haut rendement", dits spéculatifs, du secteur privé en s'exposant au risque de crédit.

Jusqu'à 100 % de l'actif peut être investi en obligations et autres titres de créances à taux fixe d'un encours supérieur à 150 millions d'euros dont 80 % minimum en titres spéculatifs.

L'OPCVM peut être investi jusqu'à 20 % de son actif sur des titres spéculatifs de notation inférieure à "B-" mais supérieure ou égale à "CCC" chez Standard and Poor's, ou équivalente chez une autre agence de notation, ou en notation interne à la société de gestion.

L'OPCVM peut être investi jusqu'à 10 % de son actif sur des titres spéculatifs non notés par une des trois principales agences de notation ou ne faisant pas l'objet d'une notation interne à la société de gestion.



Si un titre en portefeuille n'est pas noté par une des trois principales agences de notation, la société de gestion peut établir une notation interne selon les estimations de l'équipe Gestion de Taux (fiche crédit de moins de 6 mois conservée en interne).

La société de gestion dispose, pour investir, d'outils spécifiques d'analyse crédit. Elle a mis en place une analyse du risque de crédit approfondie, ainsi que les procédures nécessaires pour prendre ses décisions à l'achat ou en cas d'événement de nature à modifier le profil de rendement - risque d'un émetteur, afin de décider de céder ses titres ou de les conserver.

Les décisions sont prises de manière autonome par chaque gérant -analyste. En outre, la société de gestion peut recourir à des sources d'analyses extérieures : sociétés de conseil indépendantes ou cabinet spécialisé en analyse crédit. Leurs conclusions peuvent venir corroborer ou nuancer celles des gérants -analystes de la société.

Toutefois, la référence à la notation d'un émetteur par une des principales agences de notation, peut être utilisée par la société de gestion pour informer ses clients dans un unique souci de simplification. Elle n'est en aucun cas un critère de prise de décision.

En cas de cessions impératives (note officielle ou implicite inférieure à "CCC", dépassement du seuil de 20 % maximum de "CCC", dépassement du seuil de 10 % de titres non notés par une des trois principales agences de notation ou ne faisant pas l'objet d'une notation interne à la société de gestion), le gérant disposera d'un délai de 1 mois pour effectuer les opérations.

Pendant la période de lancement de l'OPCVM (souscription sans droit d'entrée durant 3 mois à compter de la première valeur liquidative), l'OPCVM peut être investi sur le marché monétaire.

Le gérant investit initialement sur trente à cinquante lignes sans contrainte de répartition sectorielle.

A l'origine, le portefeuille est construit à partir d'une approche "bottom up" pour la sélection des titres c'est à dire une stratégie de « bond picking » qui recherche en permanence un profil risque / rendement avantageux. La sélection du titre est issue de l'appréciation de la qualité de son émetteur, l'appréciation de la probabilité de défaut la moins importante rapportée au rendement délivré et à l'analyse fondamentale des différents facteurs de risque, l'analyse de son rendement par rapport aux titres comparables sur le marché et l'appréciation de la note (qui peut être injustement dégradée) de la part des agences de notation.

En cours de vie, cette approche est complétée par une approche "top down". A partir de l'analyse macroéconomique des différents secteurs ou pays, elle aboutit à la détermination de scénarii d'évolution des marchés permettant d'ajuster (lors de changements de tendance notamment), l'allocation du fonds et la répartition des notations.

En dépit d'une stratégie "buy and hold", passive par nature, le gérant peut saisir des opportunités d'arbitrages en fonction des opportunités sur le marché obligataire primaire ou secondaire et/ou de ses anticipations d'évolution de la qualité des émetteurs.

Par ailleurs, la gestion investit à l'origine sur du moyen terme. En termes de maturité, les titres retenus peuvent avoir une maturité comprise entre juin 2016 et juin 2024, soit plus quatre ans ou moins quatre ans par rapport à l'échéance de l'OPCVM. Néanmoins, au niveau du portefeuille, la contrainte est plus resserrée puisque l'échéance moyenne du portefeuille est comprise entre janvier 2020 et décembre 2020 (échéance de l'OPCVM plus ou moins 6 mois). Ainsi, la gestion de la sensibilité sera faiblement discrétionnaire.

Compte tenu de la gestion de l'OPCVM à échéance du 30 juin 2020, la sensibilité globale du portefeuille aux taux d'intérêt sera comprise entre 5,5 au maximum lors du lancement et 0 en juin 2020. Ce type de gestion "buy and hold" se caractérise par une durée de vie et une exposition aux risques de taux et de crédit décroissantes à l'approche de l'échéance.

Lors des remboursements d'obligations, ceux-ci sont prioritairement réinvestis au travers d'instruments du marché monétaire pour ne pas rallonger la maturité de l'OPCVM au-delà du 31 décembre 2020.

A son échéance (le 30 juin 2020), l'OPCVM sera liquidé, après agrément de l'Autorité des marchés financiers.

## ***b ) Description des catégories d'actifs et de contrats financiers utilisés :***

### ***b1. Actifs hors dérivés intégrés :***

Obligations, titres de créances et instruments du marché monétaire : de 0 % à 100 % de l'actif net

Le portefeuille est investi en obligations et autres titres de créances (obligations classiques, seniors ou subordonnées) d'entreprises privées ayant, pour au moins 90 % d'entre elles, leur siège dans un pays de l'OCDE, libellés en euros : obligations à taux fixe et/ou variable, et/ou indexées, négociées sur des marchés réglementés, dont 80 % minimum en titres spéculatifs. L'OPCVM peut investir jusqu'à 100% maximum de son actif en obligations *callable* et *putable*.



Les obligations et autres titres de créances peuvent, jusqu'à 20 % de l'actif, avoir une notation inférieure à "B-" mais supérieure ou égale à "CCC" chez Standard and Poor's, ou équivalente chez une autre agence de notation, ou en notation interne à la société de gestion.

Les obligations et autres titres de créances peuvent, jusqu'à 10 % de l'actif, être non notés par une des trois principales agences de notation ou ne pas faire l'objet d'une notation interne à la société de gestion.

Les titres composant le portefeuille auront une maturité comprise entre juin 2016 et juin 2024. Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, le gérant utilise des instruments du marché monétaire (jusqu'à 100 %) de type bons du Trésor, TCN court terme, billets de trésorerie, euroCP, BMTN/EMTN émis indifféremment par des émetteurs publics ou des émetteurs privés.

Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt à l'intérieur de laquelle l'OPCVM est géré	Entre 5,5 à l'origine et 0 à l'échéance
Devises de libellé des titres dans lequel l'OPCVM est investi	Euro pour 100 % de l'actif
Niveau de risque de change supporté par l'OPCVM	0 % de l'actif
Zone géographique des émetteurs des titres auxquels l'OPCVM est exposé	OCDE pour minimum 90 % de l'actif

Actions ou parts d'autres OPCVM ou de FIA :

Afin de gérer sa trésorerie ou d'accéder à des marchés spécifiques (sectoriels ou géographiques), l'OPCVM peut investir jusqu'à :

- 10% de son actif en parts ou actions d'OPCVM français ou européens qui ne peuvent investir plus de 10 % de leur actif en parts ou actions d'autres OPC ou fonds d'investissement,
- 10 % en parts ou actions de FIA de droit français ou européen, à condition qu'ils respectent les 4 critères de l'article R.214-13 du Code monétaire et financier.

Ces investissements seront faits dans le respect de la classification "obligations et autres titres de créances libellés en euro". Ces OPCVM ou FIA pourront le cas échéant être gérés par la société de gestion ou une société liée.

Obligations convertibles : maximum 10 % de l'actif. Elles sont négociées uniquement sur des marchés réglementés.

Actions : Néant

Autres : de 0 à 10 % de l'actif net

L'OPCVM pourra détenir jusqu'à 10 % de titres financiers éligibles et d'autres instruments du marché monétaire non négociés sur un marché réglementé, conformément à l'article R.214-11 II du Code monétaire et financier.

***b2. Instruments dérivés :***

Des positions sur les marchés réglementés français et / ou des pays de la zone euro peuvent être prises principalement afin de couvrir le portefeuille ou de l'exposer pour réaliser l'objectif de gestion, notamment en cas de souscriptions et rachats importants. L'utilisation de ces instruments sera privilégiée dès lors que les conditions de marché imposent une intervention rapide à moindre coût ou exigent une liquidité immédiate. Il n'y a pas de recherche de surexposition aux différents marchés ; l'exposition totale ne dépassera pas 100 % de l'actif de l'OPCVM.

**✓ Nature des marchés d'intervention :**

- réglementés : EUREX – NYSE LIFFE
- organisés,
- de gré à gré

**✓ Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :**

- taux,
- action,



- change,
- crédit,

✓ **Natures des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :**

- couverture,
- exposition,
- arbitrage,
- autre nature

✓ **Nature des instruments utilisés :**

- futures
- options
- swaps
- change à terme : couverture du risque de devises
- dérivés de crédit :
- autre nature.

L'OPCVM n'intervient que sur les marchés réglementés des Bourses des Etats de l'OCDE. Les interventions font l'objet de contrôles et de suivis spécifiques quotidiens au niveau de la société de gestion et du dépositaire. Il est précisé que le FCP n'aura pas recours aux Total Return Swaps (TRS)

**b3. Titres intégrant des dérivés :** Le FCP n'aura pas recours aux titres intégrant des dérivés, à l'exception des obligations *callable* et *puttable*, dans la limite globale de 100% maximum de l'actif.

**b4. Dépôts:**

L'OPCVM peut avoir recours à des dépôts en euro d'une durée de vie égale ou inférieure à 3 mois de façon à rémunérer les liquidités de l'OPCVM. Au maximum 20 % de l'actif net.

**b5. Emprunts d'espèces :**

L'OPCVM peut être emprunteur aux conditions du marché pour répondre au problème d'une trésorerie temporairement débitrice (décalage de dates de valeurs, rachat important...) pour une durée maximale de 12 mois. Au maximum 10 % de l'actif net.

**b6. Opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres :**

✓ Description générale des opérations :

- Nature des interventions :

Les opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres seront réalisées conformément au Code Monétaire et Financier. Elles seront réalisées dans le cadre de la gestion de la trésorerie et/ou de l'optimisation des revenus du fonds.

- Nature des opérations utilisées :

Ces opérations consisteront en des prêts et emprunts de titres et/ou en des prises et des mises en pensions.

✓ Données générales pour chaque type d'opération :

- Type d'actifs :

Il s'agit de produits de taux ou crédit (titres de créances et instruments du marché monétaire) d'émetteurs issus de pays membres de l'OCDE.

- Proportion maximale :

Les opérations de cession temporaire de titres (prêts de titres, mises en pension) pourront être réalisées jusqu'à 10 % de l'actif de l'OPCVM. Les opérations d'acquisition temporaire de titres (emprunts de titres, prises en pension de titres) pourront être réalisées jusqu'à 100 % de l'actif de l'OPCVM.

- Proportion attendue :

La proportion attendue d'actif sous gestion qui fera l'objet d'opérations de cession temporaire de titres (prêts de titres, mises en pension) pourra représenter 0% de l'actif. La proportion attendue d'actif sous gestion qui fera l'objet d'opérations d'acquisition temporaire de titres (emprunts de titres, prises en pension de titres) pourra représenter 20% de l'actif.





✓ **Choix des contreparties :**

Une procédure de sélection des contreparties avec lesquelles ces opérations sont passées permet de prévenir le risque de conflit d'intérêt lors du recours à ces opérations. Ces contreparties seront des Etablissements de crédit ayant leur siège social dans un Etat membre de l'Union Européenne et avec une notation minimale de BBB- ou jugée équivalente par la société de gestion. Ces opérations pourront être effectuées avec des sociétés du Groupe. Des informations complémentaires relatives à la procédure de choix des contreparties figurent à la rubrique "Frais et commissions".

✓ **Garanties acceptables :**

Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, les opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres peuvent donner lieu à la remise de garanties financières sous la forme de titres et/ou d'espèces.

Les garanties financières reçues sont soumises aux contraintes d'investissement du FCP en termes de pays, maturité, rating et devise notamment hormis que les titres notés en catégorie spéculative (ou jugés équivalents par la société de gestion) et de seniorité inférieure à senior (junior, subordonnée ...) ne seront pas acceptés.

✓ **Evaluation des garanties :**

Les garanties reçues dans le cadre de ces opérations feront l'objet d'une décote selon le principe décrit à la rubrique « informations relatives aux garanties financières de l'OPCVM ». Pour plus d'informations concernant les garanties se reporter à la rubrique « informations relatives aux garanties financières de l'OPCVM ».

✓ **Gestion des risques :**

Se reporter à la rubrique « Profil de risque ».

✓ **Conservation :**

Les garanties seront conservées par le dépositaire de l'OPCVM.

✓ **Restrictions volontaires ou réglementaires :**

Néant.

✓ **Informations sur les revenus générés :**

Tous les revenus résultant de techniques de gestion efficace de portefeuille, nets de coûts opérationnels directs et indirects, seront restitués à l'OPCVM.

Des informations complémentaires sur les conditions de rémunération de ces opérations figurent dans la rubrique frais et commissions du prospectus.

**Information relative aux garanties financières de l'OPCVM :**

Dans le cadre des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et des opérations sur dérivés négociés de gré à gré, le cas échéant, l'OPCVM peut recevoir à titre de garantie (appelé collatéral) des titres et des espèces.

Le collatéral espèces reçu est réinvesti conformément aux règles applicables. Les titres reçus en garantie ne peuvent être vendus, réinvestis ou remis en garantie. Ces titres doivent être liquides, cessibles à tout moment et diversifiés, ils doivent être émis par des émetteurs de haute qualité qui ne sont pas une entité de la contrepartie ou de son groupe.

Des décotes peuvent être appliquées au collatéral reçu ; elles prennent en compte la qualité de crédit, la volatilité des prix ainsi que le résultat des simulations de crises réalisées.

Les garanties financières reçues doivent pouvoir donner lieu à une pleine exécution par l'OPCVM à tout moment et sans consultation de la contrepartie ni approbation de celle-ci.

Les garanties financières autres qu'en espèces ne doivent pas être vendues, réinvesties ou mises en gage.

Les garanties financières reçues en espèces doivent uniquement être :

- placées en dépôt ;
- investies dans des obligations d'État de haute qualité ;
- utilisées aux fins de transactions de prise en pension (reverse repurchase transactions), à condition que ces transactions soient conclues avec des établissements de crédit faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et que l'OPC puisse rappeler à tout moment le montant total des liquidités en tenant compte des intérêts courus ;
- investies dans des OPC monétaires.

➤ **Profil de risque :**

**Avertissement :** *Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.*





Indicateur de risque et de rendement :

Il est de niveau 5 ; cet OPCVM est classé dans cette catégorie en raison de son exposition aux marchés de taux (sensibilité maximale de 5,5 à l'origine) et de crédit (dette privée « haut rendement » pour au moins 80 % du portefeuille) qui peuvent connaître des fluctuations importantes dépendant des anticipations sur l'évolution de l'économie mondiale et sur la capacité des émetteurs à honorer leurs engagements, notamment en raison des maturités d'investissement au lancement de l'OPCVM (plus de 5 ans en moyenne), pouvant induire une volatilité intermédiaire du portefeuille.

Cet indicateur a été calculé à partir de la volatilité des rendements hebdomadaires sur 5 ans d'un indice Itraxx Cross Over ciblant les cinquante obligations privées européennes les plus liquides, libellées en euros, d'une durée de vie de 5 ans et de signature "haut rendement". Toutefois, s'agissant d'une approximation et d'un indice avec une durée de vie constante (le risque de taux de l'OPCVM est à l'inverse décroissant avec le temps), les données historiques de cet indice utilisées pour calculer l'indicateur de risque synthétique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur.

Les risques auxquels s'expose le porteur :

*Risque lié à l'investissement dans les titres spéculatifs à haut rendement :*

Les titres dit à "haut rendement" ("high yield"), font l'objet d'une notation inférieure à BBB- chez S&P (ou équivalente chez les principales agences de notation) ou jugée équivalente par la société de gestion ou ne sont pas notés. Ils présentent un risque accru de défaillance. Ils sont susceptibles de subir de fréquentes variations importantes de valorisation. Ils ne sont pas suffisamment liquides pour être vendus à tout moment au meilleur prix. La valeur de la part de l'OPCVM peut donc se trouver significativement impactée en cas de baisse de la valeur des titres à "haut rendement" détenus en portefeuille.

*Risque de crédit :*

Il représente le risque éventuel de dégradation de la signature de l'émetteur ou, dans le cas extrême, de défaillance, ce qui aura un impact négatif sur le cours des titres de créances émis par celui-ci et donc sur la valeur liquidative de l'OPCVM. Le niveau de risque de crédit est variable en fonction des anticipations, des maturités et du degré de confiance en chaque émetteur ce qui peut réduire la liquidité des titres de tel ou tel émetteur et avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de l'OPCVM, notamment, en cas de liquidation par l'OPCVM de ses positions dans un marché au volume de transactions réduit.

*Risque de perte en capital :*

Les investisseurs doivent être conscients que le risque de perte en capital ne peut être exclu. L'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie ni de protection du capital investi. L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être intégralement restitué.

*Risque de taux :*

La sensibilité aux taux d'intérêt du portefeuille de l'OPCVM est comprise entre 0 et 5,5 (maximum au lancement). La sensibilité exprime le degré moyen de réaction des cours des titres à taux fixe détenus en portefeuille lorsque les taux d'intérêt varient de 1 %. La valeur liquidative du L'OPCVM pourra baisser sensiblement en cours de vie en cas de hausse des taux si la sensibilité de l'OPCVM est positive ou de baisse des taux si la sensibilité de l'OPCVM est négative.

*Risque discrétionnaire:*

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés ou les supports d'investissements les plus performants, en cas de mauvaise anticipation du gérant. La performance de l'OPCVM peut donc être inférieure à l'objectif de gestion et sa valeur liquidative peut avoir une performance négative.

*Risque de liquidité :*

Risque lié à la faible liquidité des marchés sous-jacents, qui les rend sensibles à des mouvements significatifs d'achat/vente. Comme indiqué plus avant, les investissements sont réalisés dans des instruments financiers par nature suffisamment liquides mais néanmoins susceptibles, dans certaines circonstances d'avoir un niveau de liquidité relativement faible. Pour mémoire, la stratégie de gestion principale est de type "Buy and Hold" réduisant par nature le nombre de transactions en cours de vie.

*Risque de contrepartie :*

Ce risque est lié à la défaillance d'une contrepartie de marché avec laquelle un contrat sur instruments financiers à terme ou une opération d'acquisition ou de cession temporaire de propriété a été conclu. Dans ce cas, la contrepartie défaillante ne pourrait tenir ses engagements vis à vis de l'OPCVM (par exemple : paiement de coupons, remboursement). Cet événement se traduira alors par un impact négatif sur la valeur liquidative de l'OPCVM.



*Risque lié aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres :*

L'OPCVM peut conclure des opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres. Aux termes d'une opération de prêt de titres, un OPCVM prête des titres par l'intermédiaire d'un mandataire autorisé à une autre partie (la « contrepartie ») en échange d'une rémunération et d'une forme de garantie acceptable. Aux termes d'une opération de mise en pension, un OPCVM vend ses titres au comptant par l'intermédiaire d'un mandataire autorisé tout en prenant en charge l'obligation de racheter les mêmes titres au comptant (habituellement à un prix inférieur) à une date ultérieure. Aux termes d'une opération de prise en pension, un OPCVM achète des titres au comptant tout en convenant de revendre les mêmes titres au comptant (habituellement à un prix supérieur) à une date ultérieure. Nous indiquons ci-après certains des risques de base liés à ces types d'opérations. La contrepartie peut manquer à ses obligations aux termes de la convention ou faire faillite, ce qui obligerait l'OPCVM à présenter une réclamation pour récupérer son placement. L'OPCVM peut subir une perte si la valeur des titres prêtés (aux termes d'une opération de prêt de titres) ou vendus (aux termes d'une opération de mise en pension) augmente par rapport à la valeur des titres détenus en garantie par l'OPCVM. L'OPCVM peut subir une perte si la valeur des titres empruntés (aux termes d'une opération d'emprunt de titres) ou achetés (aux termes d'une opération de prise en pension) baisse en deçà du prix en espèces qu'il a payé à la contrepartie. La réalisation de ces opérations avec une société du Groupe génère un risque potentiel de conflits d'intérêts.

➤ **Garantie ou protection :** Néant. Ni le capital, ni un niveau de performance ne sont garantis.

➤ **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :**

Souscripteurs concernés :

- Part I : tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux institutionnels
- Part P : tous souscripteurs
- Part A : tous souscripteurs

Profil type :

L'OPCVM s'adresse aux investisseurs qui souhaitent essayer de bénéficier d'un rendement brut de 3,5 % annualisé sur la durée de placement recommandée (de l'origine au 30 juin 2020), sans garantie de l'obtenir, principalement, par l'exposition aux rendements de titres "High Yield", libellés en euros, du secteur privé des pays de l'OCDE et de maturité moyenne 2020 et capables d'assumer les pertes pouvant éventuellement résulter des stratégies mises en œuvre. Compte tenu de la stratégie de gestion dite de "portage", l'OPCVM est tout particulièrement adapté à des souscripteurs qui n'ont pas besoin de liquidités avant le 30 juin 2020.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée recommandée de placement mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Dans tous les cas, il est fortement recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de l'OPCVM.

➤ **Modalités de détermination et d'affectation des revenus :**

		Capitalisation totale	Capitalisation partielle	Distribution totale	Distribution partielle
Part P	Résultat net	X			
	Plus-values ou moins-values nettes réalisées	X			
Part I	Résultat net	X			
	Plus-values ou moins-values nettes réalisées	X			
Part A	Résultat net	X			
	Plus-values ou moins-values nettes réalisées	X			

➤ **Caractéristiques des parts :**

Catégorie de part	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs Concernés	Valeur initiale de la part	Souscription initiale minimale	Souscription ultérieure minimale
I	FR0012146413	Capitalisation	euro	Tous souscripteurs, plus particulièrement destinée	100.000 EUR	1.000.000€	1 part



				aux Institutionnels			
P	FR0012146421	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	1.000 EUR	1 part	1/1 000 <sup>ème</sup> part
A	FR0012146439	Capitalisation	Euro	Tous souscripteurs	10.000 EUR	1 part	1/1 000 <sup>ème</sup> part

➤ **Modalités de souscription et de rachat :**

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées chaque vendredi avant 11 heures 30 auprès de Rothschild Martin Maurel (J). Elles sont exécutées sur la base de la valeur liquidative du vendredi calculée suivant les cours de Bourse du vendredi.

Les demandes reçues le vendredi après 11h30 sont exécutées sur la base de la valeur liquidative de la semaine suivante.

En cas de jour férié, les ordres sont centralisés la veille jusqu'à 11h30 et exécutés sur la base de la valeur liquidative calculée suivant les cours de bourse de la veille.

La valeur liquidative est publiée le 2<sup>ème</sup> jour ouvré suivant son calcul.

Le dépositaire règle les parts le jour de l'établissement de la valeur liquidative (J + 2).

Ce processus s'applique également lors du passage d'une part à une autre, assimilé aux modalités normales de souscription/rachats.

Les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

J ouvré	J ouvré	J : jour d'établissement de la VL	J+2 ouvrés	J+2 ouvrés	J+2 ouvrés
Centralisation avant 11h30 des ordres de souscription <sup>1</sup>	Centralisation avant 11h30 des ordres de rachat <sup>1</sup>	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats

<sup>1</sup>Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.

L'OPCVM a vocation à être commercialisé activement pendant trois mois à compter de la première valeur liquidative avec des conditions de souscription favorables (sans droits d'entrée). Pendant cette période, la gestion pourra être de type monétaire. A la fin de cette période de souscription sans frais, des frais de souscription seront mis en place dans l'intérêt des porteurs afin de stabiliser au maximum l'actif du fonds. La gestion sera dès lors conforme à l'objectif de gestion. Cependant, si des souscriptions arrivent en cours de vie, le Gérant investira sur des titres obligataires ayant une maturité similaire à ceux présents en portefeuille, afin que la stratégie reste stable.

➤ **Détermination de la valeur liquidative :**

Le calcul de la valeur liquidative est hebdomadaire le vendredi, à l'exception des jours fériés en France (calendrier officiel Euronext), même si la bourse de référence est ouverte ; dans ce cas, elle est calculée le premier jour ouvré précédent.

➤ **Frais et commissions :**

Les commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative * Nombre de parts	3 % taux maximum
Commission de souscription acquise à l'OPCVM (*)	Valeur liquidative * Nombre de parts	0,5 % du 31.12.2014 au 30.06.2020 néant le 01.07.2020
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative *	1% taux maximum



	Nombre de parts	
Commission de rachat acquise à l'OPCVM (*)	Valeur liquidative * Nombre de parts	Néant

(\*) les commissions de souscriptions et de rachats acquises au fonds ne s'appliquent pas si, sur une valeur liquidative donnée, le montant total des souscriptions est identique au montant total des rachats. Ce critère s'apprécie globalement ou par porteur.

Les frais de fonctionnement et de gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter au Document d'Informations Clé pour l'Investisseur.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net hors parts ou actions d'OPC gérés par Rothschild & Co Asset Management Europe	Part I : 0,50 % TTC taux maximum Part P : 1 % TTC taux maximum Part A : 0,75 % TTC taux maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	0,50 % TTC taux maximum
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant
Commission de surperformance	Actif net	Néant

**Informations complémentaires concernant les opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres :**

Le produit des pensions est intégralement perçu par l'OPCVM, celui-ci ne supportant aucun frais/coût sur ces opérations. L'OPCVM a pour prestataire dans le cadre des opérations de cessions temporaire de titres un ou plusieurs établissements de crédit dont le siège est situé dans un Etat de l'Union européenne. Les prestataires agiront de manière indépendante de l'OPCVM et seront systématiquement contreparties des opérations sur le marché. Ces prestataires pourront être des sociétés du Groupe et pourront générer un potentiel conflit d'intérêt.

**Procédure de choix des intermédiaires :**

Chaque année les intermédiaires financiers sont sélectionnés par l'ensemble des gérants de la société de gestion sur la base d'une série de critères de qualité de service (qualité de la recherche, qualité des conseils boursiers, qualité de l'exécution, du traitement administratif des ordres en front office...). Une liste limitative est établie puis soumise à la Direction de la Conformité qui la valide sur le plan du risque de contrepartie.

**IV – Informations d'ordre commercial**

**• Conditions de rachat ou de remboursement des parts :**

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées jusqu'au vendredi avant 11 heures 30 auprès de Rothschild Martin Maurel.

**• Diffusion des informations concernant l'OPCVM :**

Rothschild & Co Asset Management Europe  
Service Commercial  
29 avenue de Messine  
75008 Paris



• **Critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) :**

Le gestionnaire de l'OPCVM prend en compte les critères ESG dans ses décisions de gestion sans toutefois que ces critères constituent des éléments systématiques d'exclusion ou d'inclusion des titres analysés.

Des informations sur notre politique de gestion vis à vis des critères ESG figurent sur le site internet [www.am.eu.rothschildandco.com](http://www.am.eu.rothschildandco.com), et sur le rapport annuel de l'OPCVM.

Le site de l'AMF [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

## V – Règles d'investissement

L'OPCVM respectera les règles d'éligibilité et les limites d'investissement prévues par la réglementation en vigueur, notamment les articles L 214-20 et R 214-9 et suivants du Code Monétaire et Financier.

## VI – Risque global

Méthode de calcul du risque global : Méthode du calcul de l'engagement.

## VII – Règles d'évaluation de l'actif

L'organisme s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM (Avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-08 du 24 juin 2003).

La devise de comptabilité de l'OPCVM est l'euro.

Les comptes relatifs au portefeuille titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus. Toute sortie génère une plus value ou une moins value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

L'OPCVM valorise son portefeuille à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou, à défaut d'existence de marché, de méthodes financières par tous moyens externes : valeurs d'expertise, valeur retenue en cas d'OPA ou OPE, transactions significatives....

La différence valeur d'entrée - valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en "différence d'estimation du portefeuille".

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion.

### ➤ Règles d'évaluation des actifs :

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation ci-dessous :

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché.

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

- Les obligations européennes sont valorisées au cours de clôture, les titres étrangers au dernier cours de clôture connu. Les titres sont valorisés en « Mid ».
- Les obligations faisant l'objet de couverture ou d'arbitrage par des positions sur les marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de clôture du jour.
- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.
- Les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité



- particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.
  - Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.
  - Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
  - Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles. Les titres sont valorisés en « Mid ».
  - Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.
  - Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.
  - Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé.
  - Les contrats :
    - Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.
    - La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.
    - La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent.
    - Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.
    - Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.
  - Les garanties financières :
    - Les garanties financières sont évaluées quotidiennement au prix du marché (mark-to-market), en cohérence avec les règles d'évaluation décrites ci-dessus.

#### Modalités pratiques :

Le portefeuille (actions, obligations, OPC, créances négociables et autres actifs) est évalué sur la base des cours extraits principalement de Bloomberg ou, par défaut, de Thomson Reuters, Telekurs ou Morning Star (OPC) en fonction de leur place de cotation :

- Europe : extraction à 8 h à date de calcul VL +1 pour une cotation au cours de clôture
- Les positions sur les marchés à terme fermes à chaque valeur liquidative sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.
- Les positions sur les marchés à terme conditionnels à chaque valeur liquidative sont évaluées selon les principes employés pour leur sous-jacent.

#### ➤ **Méthode de comptabilisation :**

##### Mode de comptabilisation pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe :

Le produit des obligations, des titres participatifs, des effets publics et des créances de toute nature, détenus par l'OPCVM s'entend des produits courus entre la date d'acquisition ou de la précédente clôture et la date d'arrêté. Il est inscrit en revenus distribuables selon la méthode des coupons courus.

##### Mode d'enregistrement des frais d'acquisition de titres :

Les frais d'acquisitions sont imputés aux comptes de frais de négociation de l'OPCVM.

##### Mode de calcul des frais de gestion :

- Les frais de gestion sont imputés au compte de résultat de l'OPCVM lors du calcul de chaque valeur liquidative.
- Les frais de gestion recouvrent les charges liées à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des actifs, aux honoraires des commissaires aux comptes, à la distribution des avoirs et aux contrôles du dépositaire.
- Les frais de gestion sont calculés sur la base de l'actif brut déduction faite des parts d'OPC gérés par la société de gestion.

## **VIII – Rémunération**

Rothschild & Co Asset Management Europe est intégrée dans le dispositif de rémunération du Groupe Rothschild & Co. La société de gestion a mis en place une politique de rémunération adaptée à son organisation et à ses activités.



Cette politique a pour objet d'encadrer les pratiques concernant les différentes rémunérations des salariés ayant un pouvoir décisionnaire, de contrôle ou de prise de risque au sein de la société.

Cette politique de rémunération a été définie au regard des objectifs, des valeurs et intérêts du Groupe, des OPCVM gérés par la société et de leurs porteurs.

L'objectif de cette politique est de ne pas encourager une prise de risque excessive en allant, notamment, à l'encontre du profil de risque des OPCVM gérés.

La politique de rémunération est adoptée et supervisée par le conseil de surveillance de la société.

La politique de rémunération est disponible sur le site [www.am.eu.rothschildandco.com](http://www.am.eu.rothschildandco.com) ou gratuitement sur simple demande écrite auprès de la société de gestion.





**RÈGLEMENT FONDS COMMUN DE PLACEMENT  
MARTIN MAUREL HAUT RENDEMENT 2020**

**TITRE 1 - ACTIF ET PARTS**

**Article 1 - Parts de copropriété**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif de l'OPCVM. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

L'OPCVM a été créé pour une durée allant du 13 mars 2015 au 30 juin 2020 Sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus de l'OPCVM. Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- avoir une valeur nominale différente ;
- être assortis d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au maximum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM ;
- être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Possibilité de regroupement ou de division des parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du directoire de la société de gestion en dixièmes, centièmes, millièmes, ou dix-millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement. Enfin, le directoire de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

**Article 2 - Montant minimal de l'actif**

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif de l'OPCVM devient inférieur à 300 000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

**Article 3 - Émission et rachat des parts**

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription. Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de l'OPCVM peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats peuvent être effectués en numéraire et/ou en nature. Si le rachat en nature correspond à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, alors seul l'accord écrit signé du porteur sortant doit être obtenu par l'OPCVM ou la société de gestion. Lorsque le rachat en nature ne correspond pas à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, l'ensemble des porteurs doivent signifier leur accord écrit autorisant le porteur sortant à obtenir le rachat de ses parts contre certains actifs particuliers, tels que définis explicitement dans l'accord.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque le fonds est un ETF, les rachats sur le marché primaire peuvent, avec l'accord de la société de gestion de portefeuille et dans le respect de l'intérêt des porteurs de parts, s'effectuer en nature dans les conditions définies dans le prospectus ou le règlement du fonds. Les actifs sont alors livrés par le teneur de compte émetteur dans les conditions définies dans le prospectus du fonds.

De manière générale, les actifs rachetés sont évalués selon les règles fixées à l'article 4 et le rachat en nature est réalisé sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans l'OPCVM, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le L'OPCVM de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du L'OPCVM est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.



En application des articles L. 214-8-7 du code monétaire et financier et 411-20-1 du règlement général de l'AMF, la société de gestion peut décider de plafonner les rachats quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs ou du public le commande. Les modalités de fonctionnement du mécanisme de plafonnement et d'information des porteurs doivent être décrites de façon précise.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus.

Le L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du deuxième alinéa de l'article L.214-8-7 du Code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

#### **Article 4 - Calcul de la valeur liquidative**

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPCVM ; les apports et les rachats en nature sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

### **TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DE L'OPCVM**

#### **Article 5 - La société de gestion**

La gestion de l'OPCVM est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour l'OPCVM. La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans l'OPCVM.

#### **Article 5 bis - Règles de fonctionnement**

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

#### **Article 5 ter - Admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation**

Les parts peuvent faire l'objet d'une admission à la négociation sur un marché réglementé et/ou un système multilatéral de négociation selon la réglementation en vigueur. Dans le cas où le FCP dont les parts sont admises aux négociations sur un marché réglementé a un objectif de gestion fondé sur un indice, le fonds devra avoir mis en place un dispositif permettant de s'assurer que le cours de ses parts ne s'écarte pas sensiblement de sa valeur liquidative.

#### **Article 6 - Le dépositaire**

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

#### **Article 7 - Le commissaire aux comptes**

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion. Il certifie la sincérité et la régularité des Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1°/ A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2°/ A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3°/ A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport ou rachat en nature sous sa responsabilité, hormis dans le cadre de rachats en nature pour un ETF sur le marché primaire.

Il contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.



Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

**Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion**

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion de l'OPCVM pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

**TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTATION DES RÉSULTATS**

**Article 9 – Modalités d'affectation du résultat et des sommes distribuables**

Conformément à l'article L.214-7-1 du Code monétaire et financier, le résultat net d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières est égal au montant des intérêts, arrrages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution et d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de 5 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Société de Gestion décide de la répartition des sommes distribuables.

Pour chaque catégorie de parts, le cas échéant, le FCP peut opter, pour chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2° pour l'une des formules suivantes :

- La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;
- La distribution pure : le résultat est intégralement distribué, aux arrondis près ; possibilité de distribuer des acomptes ;
- Pour les FCP qui souhaitent conserver la liberté de capitaliser ou/et de distribuer, et/ou de porter les sommes distribuables en report, la société de gestion décide chaque année de l'affectation de chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2°.

Le cas échéant, la Société de Gestion peut décider, en cours d'exercice, de la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets de chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2° comptabilisés à la date de décision, ainsi que de leurs montants et de leurs dates de répartition.

Pour les parts (i) de distribution pure et (ii) de capitalisation et/ou distribution, la Société de Gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values (capitalisation, distribution et/ou report).

Les modalités précises d'affectation des sommes distribuables sont décrites dans le prospectus.

**TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

**Article 10 - Fusion - Scission**

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans l'OPCVM à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder l'OPCVM en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

**Article 11 - Dissolution - Prorogation**

Si les actifs de l'OPCVM demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre OPCVM, à la dissolution de l'OPCVM.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation l'OPCVM ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.



La société de gestion procède également à la dissolution de l'OPCVM en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée de l'OPCVM, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un OPCVM peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour l'OPCVM et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

#### **Article 12 - Liquidation**

En cas de dissolution, la société de gestion assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Le liquidateur est investi à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

### **TITRE 5 - CONTESTATION**

#### **Article 13 - Compétence - Élection de domicile**

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.